

<http://lipietz.net/Sur-Non-Nice>

Sur « Non = Nice »

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : mardi 3 mai 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Chère Natalie,

Les [critiques](#) que tu adresses à ma page de blog [Une semaine fatigante](#) pourraient se résumer en deux mots : "dureté", et "arrogance". Tes conseils sont toujours précieux et je tacherai d'en tenir compte. Je voudrais toutefois, avant d'aborder les deux points que tu évoques ("voter Non, c'est voter Nice" et "sottises"), rappeler un peu l'atmosphère dans laquelle se déroule le débat.

De manière peut-être imprécise (et tu as raison de le souligner), je m'adresse à plusieurs publics. Un de ces publics est constitué par l'ensemble des Verts, qui en fait discutent le projet issu de la Convention depuis les journées d'été de 2003, et discutent le projet issu de la conférence intergouvernementale de juin 2004 (celui précisément sur lequel nous allons voter) depuis leurs journées d'été de 2004. Les arguments ont donc été tournés et retournés depuis un an et demi, et les eurodéputés Verts, ainsi que la plupart des animateurs de notre mouvement, connaissent aujourd'hui presque par coeur le texte du TCE. Peut-être beaucoup moins nombreux, paradoxalement, sont ceux qui connaissent les textes qui régissent actuellement l'Union européenne, ceux que syndicalistes européens, associations, ou députés (européens et nationaux) doivent se coltiner tous les jours : le traité instituant l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, tels qu'ils ont été révisés par le traité de Nice.

Quand donc je m'adresse à des Verts, je m'adresse à des militants qui sont censés connaître le sujet aussi bien que moi s'ils se sont intéressés à la question, ou peut-être un peu moins, s'ils ont milité principalement sur d'autres terrains. Et dans ce dernier cas ils ne peuvent pas me reprocher d'en savoir un petit peu plus.

En outre, en temps que député, mais aussi en tant qu'auteur de livres tels que *La société en sablier*, je parcours la France depuis de nombreuses années. Je suis probablement un des Verts qui, dans une semaine moyenne, rencontre le plus de syndicalistes ou d'associatifs de l'ensemble de la France, et de l'ensemble de l'Europe. Je suis donc soumis à une très forte pression de témoignages et de demandes, qui reflètent un débat extrêmement large, aux dimensions de l'Europe. Je suis même, de par mes fonctions vis à vis de l'Amérique latine, mais aussi de par mes très vieilles habitudes de travail avec les militants de ce continent, soumis à la pression de celles et ceux, qui, depuis le tiers monde, attendent beaucoup de l'Europe. Faisant le bilan de cette enquête, je suis très loin de penser que le prolétariat mondial et la paysannerie pauvre souhaitent le rejet du TCE par l'Europe.

Par ailleurs, tu me connais : j'ai une petite tendance à prendre la politique très au sérieux, voir un peu au tragique. Je sais qu'il y a des choix très difficilement réversibles, même s'ils ont été pris un peu à la légère. C'est ainsi que, fort des témoignages des militants syndicalistes et de mes connaissances des mécanismes économiques, j'avais milité de toutes mes forces contre le traité de Maastricht, dont je savais avec une relative précision le cortège de malheurs, de chômage et de déceptions qu'il allait entraîner. Je connais avec la même précision ce qu'il nous en coûtera, année après année, d'en rester « un certain temps » à Nice.

J'ai vécu la bataille contre Maastricht dans un certain isolement, et face à l'énorme arrogance des partisans du Oui de l'époque. Je retrouve aujourd'hui chez ceux qui appellent au vote Non la même arrogance et la même certitude d'avoir « le Peuple » derrière eux.

Cette arrogance des partisans du Non, qui a sans doute atteint son point culminant lorsque j'écrivais ce blog (le Non montait à 58% dans les sondages), les insultes quotidiennes que je dois subir de leur part, leur tendance à traiter d'ultra-libéraux et d'ennemis du peuple ceux qui ne pensent pas comme eux, provoquent sans doute un raidissement de ma part.

Tu dis sans doute avec raison que je dois faire une distinction entre les diverses catégories de Non, et ne pas m'adresser de la même façon à ces différentes catégories. Le problème est que, dans un débat comme sur un blog, on parle à la cantonade avec des citoyens très différents en face de soi, qui peuvent recevoir de façons très diverses les discours ou les arguments que je leur adresse.

Lors d'une réunion à Romans, au bout de trois heures de débat, la première personne qui, de la salle, s'est levée pour m'annoncer que je l'avais fait changer d'avis, a commencé par me féliciter de ne pas avoir été "gentil" avec ceux du Non. En ne concédant aucune approximation, j'avais fini par la convaincre.

Cette attitude est peut-être un trait de caractère, mais aussi le résultat de ma formation politique. J'ai été éduqué dans ma jeunesse par des mots d'ordres tels que : "Oser aller à contre-courant", "Qui ne craint pas d'être lardé de coups d'épée peut désarçonner l'empereur", etc.

Bien sûr, les partisans du Non diront qu'une bonne partie de la presse officielle et des médias a pris partie pour le Oui, et qu'il n'y a donc aucun risque à faire chorus. Le problème, c'est que, dans les débats, comme sur nos listes ou sur ce blog, je ne m'adresse pas à des lecteurs du *Figaro* ou à des spectateurs de TF1, mais plutôt à des lecteurs (comme moi) du *Monde diplomatique*, de *Politis* ou de *Marianne*. Or, dans ce milieu et sur cette presse, il faut se souvenir qu'il y a une dizaine de jours, on passait pour un demeuré ou un traître lorsqu'on osait avouer un penchant pour le Oui.

J'en viens aux deux points que tu soulignes.

"Voter Non, c'est voter Nice"...

C'est, d'abord, un fait juridique : nous sommes régis par le traité de Nice, on nous fait la proposition d'en changer, en voulons-nous Oui ou Non ? Juridiquement, le traité de Nice ayant une validité illimitée, et ne pouvant être révisé qu'à l'unanimité des 25 pays, voter Non dans un pays comme la France, c'est en tout cas voter pour le maintien, « au moins pour un certain temps » (comme tu dis), du traité de Nice.

À ce point là de la discussion, beaucoup se récrient : "Mais nous ne voulons pas non plus du traité de Nice, d'ailleurs on ne nous a jamais demandé notre avis sur Nice !"

Sous la deuxième forme, la réponse n'est pas recevable : on leur demandera justement le 29 mai s'ils préfèrent Nice ou le TCE. Ceux que tu appelles les "révolutionnaires" ne sont ni pour l'un, ni pour l'autre, assurément. Mais selon mon expérience, ils sont relativement minoritaires à l'intérieur du camp du Non, même à gauche. Il y a en fait trois positions qui se différencient de plus en plus dans le Non de gauche :

- ▶ ceux qui pensent que Nice est quand même mieux que le TCE,
- ▶ ceux qui pensent qu'il n'y a aucune différence,
- ▶ ceux qui pensent que le TCE est quand même mieux que Nice, mais qu'en votant Non, on provoquera une telle crise qu'on pourra très vite aller plus loin.

Bien entendu, ceux de la troisième catégorie, qui regroupe la plupart des nonistes chez les Verts, ne sont pas des adversaires. Je pense que, aussitôt le TCE acquis, on pourra entreprendre la prochaine révision et aller encore plus

loin, tout en bénéficiant dès le 1er novembre 2006 des acquis du TCE, alors que réviser en partant d'un Non, donc à partir de Nice, sera plus long, plus difficile et plus pénible. Notre désaccord porte sur la probabilité des scénarios, ce n'est pas une divergence politique. C'est donc avec une certaine douleur que je reçois la violence de leurs insultes. Tu me conseilles de tendre l'autre joue : sans doute as-tu raison, j'y veillerai.

Le problème, c'est que cette troisième catégorie est vraiment minoritaire. Au fur et à mesure que nous approchons de la date fatidique, les deux autres catégories occupent la totalité de l'expression du Non du camp de gauche, et même, la seconde se laisse engoutir par la première.

J'ai tenté un moment de convaincre les militants de la seconde catégorie (blanc bonnet et bonnet blanc) de boycotter. Peine perdue, le plaisir de flanquer la pagaille l'emporte : les anarchistes les plus impénitents iront voter Non, c'est à dire Nice, peut-être pour la première fois de leur vie !

En revanche, la montée en puissance de la première position me paraît être de nature, mécaniquement, à faire réfléchir les tenants de la troisième position. Nous sommes en effet inondés depuis plusieurs mois par une démolition en règle du TCE, contredisant totalement le consensus de façade, aussi bien chez les Verts que dans la CGT, pour reconnaître les avancées du TCE par rapport à Nice. À lire les tracts actuels des tenants du Non de gauche, il est de plus en plus clair qu'à leurs yeux, Nice est mieux que le TCE.

La nouveauté, depuis quelques jours, c'est qu'ils le disent. Le premier à l'avoir écrit est bien sûr Jean-Pierre Chevènement : dans son échelle du bien vers le mal, c'est à dire du souverainisme vers le fédéralisme, Nice, qu'il avait combattu comme il avait combattu Maastricht, est un degré moins bas vers l'abîme que ne l'est le trop fédéraliste TCE.

Mais aujourd'hui, cette argumentation se répand : les propagandistes du Non abattent leurs cartes. C'est Alain Lecourieux, expliquant de long en large les « reculs » du TCE en énumérant les progrès de la supranationalité. C'est surtout le président d'Attac, Nikonoff, qui [explique son plan B](#) : garder la première partie, supprimer la seconde et la troisième partie (celle qui détaille les articles qui passent, de l'unanimité des gouvernements, à la majorité du Conseil et du parlement). C'est Marie-Georges Buffet qui, à la télévision, se réclame, comme Charles de Gaulle, de l'Europe des nations.

Or, ces récentes déclarations se télescopent avec la publication en France de traductions des discours (que nous, députés européens, [connaissons depuis longtemps](#)) des partisans du Non ultralibéral, notamment des Britanniques. Pour eux aussi, le plan B est clair. Une fois cassée, avec le Non français, l'ambition d'une Europe politique capable d'édicter des règles écologiques et sociales s'imposant aux lois du marché (ce que le TCE n'autorise pas pleinement, à l'évidence, mais il le permet beaucoup mieux que le traité actuel), les ultra libéraux proposent, eux aussi, de laisser tomber la troisième partie et de ne conserver que les mécanismes de simplification institutionnelles de la première partie et la nomination d'un Ministre des affaires étrangères. Vois ma réponse à Dav, sur le forum de mon blog, [« Il suffira simplement... »](#).

La convergence des souverainistes de gauche français et des ultra-libéraux britanniques sur un même plan B réduit à la première partie doit être bien comprise. C'est d'abord la suppression de la deuxième partie, la Charte des droits fondamentaux, dont [j'ai expliqué](#) pourquoi, après l'avoir trouvée médiocre, j'avais fini par en comprendre le grand intérêt pour tous les pays n'ayant pas atteint le même niveau de droits que la France. Et là, je dois dire que le simple fait que la Grande-bretagne ait obtenu de ne pas avoir à l'appliquer m'a ouvert les yeux...

Supprimer par ailleurs la troisième partie revient à vider de sens les gains démocratiques de la première partie, puisque la troisième partie n'est jamais que la reprise du traité de Nice, mais en y inscrivant la liste des points

passant du régime actuel de l'unanimité (qui permet le droit de veto de chaque pays contre la volonté de la majorité des citoyens d'Europe) à la règle de la majorité et de la codécision avec le Parlement. C'est par ailleurs dans la troisième partie que se trouve l'article 122 qui cristallise la progression majeure en matière de services publics.

Cette convergence des « plans B » n'est rien d'autre qu'une forme plus générale de la convergence entre souverainisme de gauche et libéralisme. J'ai essayé, bien des fois depuis depuis Maastricht, de l'expliquer, et encore récemment dans ma [Réponse à Philippe Zarifian](#).

À cinq semaines du vote, il est donc aujourd'hui clair que si, à court terme, le vote Non implique d'en rester un certain temps à Nice, il faut maintenant ajouter que, dans les intentions de nombreux partisans du vote Non (ultralibéral britannique ou souverainiste de gauche français), la très éventuelle renégociation ne signifiera rien de plus que : « Nice, plus les quelques simplifications de la première partie. »

Or, l'essentiel de la critique des nonistes en France porte justement sur les points de la troisième partie qui sont déjà dans le traité de Nice, ou sur la dénégation de l'intérêt des avancées contenues dans les parties deux et trois !

En martelant "voter Non, c'est voter Nice", je suis sans doute désagréable, mais je rappelle à la fois un fait, et ce qui apparaît de plus en plus comme le résultat le plus probable d'un éventuel vote Non, et même comme l'intention d'une bonne partie des partisans du Non, y compris à gauche.

J'en viens maintenant au mot "sottises".

Je dois t'avouer que des mots beaucoup plus durs sont venus ssur mon clavier. Je ne sais toujours pas, après bien des années de militantisme et quelques dizaines d'années d'existence, si le cynisme est préférable à la naïveté, et s'il vaut mieux être sot plutôt que pervers, ou l'inverse. Mais je dois dire qu'en tout état de cause, les aberrations que je lis dans le discours des partisans du Non me paraissent dépasser très largement la marge d'approximation lyrique légitime dans les textes politiques.

Affirmer que l'égalité hommes-femmes ne se trouve pas dans la Constitution, ou que la concurrence apparaît dès l'article 2 parmi les valeurs fondamentales, ou dire qu'un article visant l'abolition de la peine de mort est destiné (au choix) soit à rétablir celle-ci (via une déclaration sans valeur juridique prenant note d'une autre déclaration se reconnaissant elle même sans valeur juridique), soit à interdire l'avortement, insinuer même que le refus des discriminations selon la fortune viserait à interdire l'impôt sur la fortune, interpréter à l'envers un article sur les services publics qui pourtant a fait l'objet d'un arrêt retentissant de la Cour de justice européenne, arrêt sur lequel s'appuient tous les syndicalistes d'Europe ainsi que les autorités publiques, se plaindre de ne pas trouver dans cette Constitution des droits qui en France n'ont pas d'autre statut que législatif (tel l'avortement ou le divorce), s'indigner que ce texte ne comporte pas le droit au travail alors qu'en France , où il figure, nous avons 10% de chômeurs, et que s'il s'agit simplement de définir un objectif, alors le TCE se fixe pour objectif le plein-emploi, etc, etc, etc : allons, tout cela constitue ce qu'il faut bien appeler un immense sottisier du camp du Non.

Il y a assurément un sottisier du Oui. Chacun sa croix...

Je veux bien que les partisans tels que moi d'un Oui de combat aient tendance à ne voir dans un nouvel article qu'une nouvelle arme dont on ne sait pas trop si elle pourra véritablement servir. Je comprends que ceux qui ont voté Oui à Maastricht, et se sont fait avoir, soient plus que réticents à gober n'importe quoi. Mais à interpréter toute formulation nouvelle et manifestement positive comme le masque hypocrite de quelque régression future relève de ce que Pierre Bourdieu appelait le "fonctionnalisme du pire". C'est à dire que : "Quoi qu'il arrive de mal dans la société a été « étudié pour", tout nouveau dispositif proposé ne peut apporter que le mal." Cela me rappelle la

rhétorique contre les lois Aubry proférée à gauche par ceux-là même qui s'en font aujourd'hui les plus ardents défenseurs... contre les sombres projets patronaux inscrits dans le TCE, évidemment.

Je comprends que, 25 ans après l'établissement de la sécurité sociale en 1945, il ait été intéressant de noter que l'Etat social servait au fonctionnement du capitalisme monopoliste d'Etat. J'ai été justement de ceux qui ont développé cette analyse. Cela ne m'a jamais empêché de reconnaître qu'il vaut mieux un capitalisme avec sécurité sociale qu'un capitalisme tout court, qu'il vaut mieux une économie sociale de marché, comme le dit le TCE, qu'une économie de marché ouverte, comme le dit le traité de Nice.

Refuser les armes conquises par deux années de luttes et de négociations à l'échelle européenne, sous prétexte qu'on n'est pas sûr, plus tard, de savoir s'en servir, me paraît, à la réflexion, même pire que le fonctionnalisme du pire. Cela me paraît une capitulation devant l'effort qu'il faudra déployer pour s'en servir ! Le Oui de combat est un Oui exigeant, pas seulement pour la future renégociation du traité, mais aussi par rapport à nous mêmes.

Un dernier mot sur la troisième catégorie, ceux qui votent Non pour provoquer une crise permettant de « faire encore mieux que le TCE qui est déjà mieux que Nice ».

Je viens d'expliquer pourquoi ils trouveront bien peu d'alliés, même en France. Quant à trouver des alliés en Europe, n'en parlons même pas : les partisans du Non en Europe sont, de manière écrasante, soit des ultra libéraux refusant toute Europe politique, soit des populistes manipulant les fantasmes nationalistes et identitaires, y compris ceux de l'Europe chrétienne. "Voter Non, c'est voter Nice", signifie à leur égard qu'ils ont fort peu de chance de mener à bien le coup de billard à trois bandes qui consiste à bloquer une avancée qu'ils reconnaissent pour obtenir une avancée plus importante. D'autant que le TCE est plus facile à réviser que le traité de Nice.

Et pourtant, je dis et je répète que ce sont des camarades. Que le Oui l'emporte ou que le Non l'emporte, nous nous retrouverons ensemble, soit pour tirer parti des avantages que nous apporte le TCE, soit pour organiser la résistance, si l'ombre de Maastricht et de Nice doit encore planer sur l'Europe pendant « au moins quelques années de plus. »

Là où tu as sans doute raison, c'est que je ne devrais pas asséner ma quasi-certitude, pour eux, de ne pouvoir mener à bien leur stratégie. Peut-être devrais-je utiliser un raisonnement plus probabiliste ! Eh bien, je le dis très clairement, si les partisans de cette stratégie me démontrent qu'avec une probabilité significative, et dans les mêmes délais (allez, même en deux ans de plus) que le délai qui nous sépare de l'entrée en vigueur éventuelle du TCE (c'est à dire le 1er novembre 2006), leur stratégie peut mener à un meilleur résultat que le TCE, alors, je voterai Non ! J'attends simplement qu'ils me donnent un scénario crédible, et quelques éléments qui à leur avis feraient consensus (en sus de ce qu'apporte déjà le TCE) pour être adoptés majoritairement dans nos 25 pays.